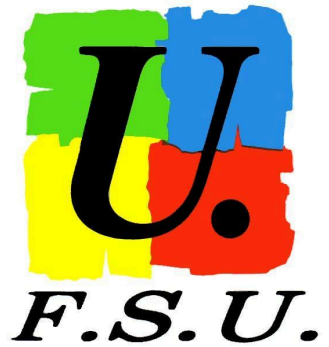


Déclaration liminaire FSU
FS-SSCT D87 du 12/03/2024



Mme l'Inspectrice,

Nouvelle FS, nouvelle Ministre ! En ce moment, nous changeons plus souvent de Ministre que nous ne nous rencontrons lors des formations spécialisées !

Après la promotion de notre premier ministre, ministre des annonces, nous avons eu la ministre du privé qui, en quelques sorties, a réussi à jeter le discrédit sur l'enseignement public, en parlant des absences des enseignant·es pas sérieusement remplacé·es. Alors que bien des parents de notre département pourraient se plaindre à juste titre des absences non remplacées, la ministre a, elle, accusé d'absentéisme des enseignant·es et cela sans fondement !

Passons sur cet épisode qui en dit pourtant long sur la manière dont est considéré le service public par nos élites.

Ces élites continuent à détricoter l'éducation nationale en amputant les budgets (670 millions d'euros encore sacrifiés pour l'année prochaine) et/ou en supprimant à tour de bras des emplois (1709 lors du dernier budget).

Par des tours de passe-passe incompréhensibles, on ferme des postes pérennes mais on ouvre des postes provisoires qui ne portent pas ce nom là, mais celui de schéma d'emploi !

Pourtant de l'argent, le Ministère sait en trouver pour financer des livrets vantant les JO et contenant une pièce de 2€ martelée à leur effigie ! C'est quand même 16 millions d'euros "investis" !

D'autre part, on continue dans la communication démagogique qui elle aussi a un coût non négligeable et une efficacité plus que contestée :

- l'uniforme : c'est un coût d'environ 200€ par élève, payé moitié par l'état, moitié par les collectivités
- les manuels labellisés : l'état va investir au côté des communes à raison d'une dizaine d'euros par manuel, imaginons le coût
- les redoublements remis en avant : c'est un coût actuel estimé par l'IPP (Institut des Politiques Publiques) à environ 2 milliards par an (dont 400 millions d'euros en primaire)
- les groupes de niveau dont l'utilité est unanimement contestée par la recherche pédagogique
- Promotion de moins en moins discrète du SNU au lycée

Un inventaire à la Prévert de mesures passéistes qui génère chez les collègues un mal-être croissant en les forçant à enseigner selon un modèle contraire à leur attachement au Service public d'Éducation. De plus, ces mesures ne permettront en rien d'améliorer les conditions de travail des élèves et de leur enseignant·es.

Par contre, aucune mesure, aucun moyen n'est fléché dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des personnels et son corollaire, l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves !

Pourtant, toutes les dernières enquêtes nationales le montrent, la dégradation des conditions de travail des enseignant·es est manifeste et a des conséquences importantes :

- les enseignant·es tentent de fuir des conditions de travail qui nuisent à leur santé et/ou à leur sécurité : les demandes de départs en formation, de disponibilités, de ruptures conventionnelles, de démissions se multiplient.

- les recrutements sont de plus en plus difficiles comme le montre la baisse des inscriptions aux concours.

Parmi les causes de la dégradation des conditions de travail, apparaissent en tête de liste les conditions de l'inclusion des élèves en situation de handicap et la gestion des élèves à comportement perturbateur et/ou violent.

Cette année, nous allons pulvériser le triste record des rédactions de fiches SST puisque début mars nous en sommes déjà à cent trois contre une cinquantaine l'an passé !

L'inclusion sans moyen met les équipes éducatives en grandes difficultés.

Comment accueillir sereinement des enfants à profil particuliers, dans des classes chargées, sans le plus souvent tout le temps d'AESH pourtant notifié, sans aide extérieure telle :

- des RASED complets,
- des médecins et infirmières scolaires en nombres suffisants
- des places dans le milieu médico-social...

D'autres causes viennent aussi participer à la dégradation des conditions de travail :

- les interactions avec des parents agressifs voire violents se multiplient
- Les risques bâtimentaires (problèmes thermiques) surgissent dès les premiers froids ou à contrario lors des vagues de chaleur.

N'oublions pas, quelques jours après la grève du 8 mars, que la qualité des conditions de travail d'une profession féminisée à plus de 80% (93% pour les AESH) passe par la reconnaissance de l'égalité professionnelle, chantier encore en cours.

C'est à nouveau un portrait pessimiste que nous dressons du terrain, mais il reflète la réalité de ce que vivent les équipes éducatives.

Les CHSCT et dorénavant les FS passent sans que l'on ne voit d'évolutions positives dans nos conditions de travail.

Pire, de par les choix faits dans les hautes sphères, elles se dégradent et ce de plus en plus vite.

Nous avons malheureusement encore de nombreux chantiers devant nous, chantiers qui n'avanceront sans doute pas faute de moyens.

Pour l'instant et comme depuis toujours, la base de la pyramide tient le système à bout de bras mais jusqu'à quand ?

C'est pourquoi la FSU appelle le monde de l'éducation à se mettre massivement en grève le 19 mars pour réclamer les moyens d'exercer ses missions sereinement, afin que le service public soit effectivement rendu à la population dans son ensemble.